

## CONJONCTURE DU TROISIEME TRIMESTRE 2017

A la lumière des données à fin septembre 2017, la reprise de la croissance paraît se confirmer sous l'effet, notamment, de l'amélioration des indicateurs relatifs à la production agricole et à l'activité touristique. Cette relance demeure, cependant, fragile du fait de la faiblesse qui continue à marquer l'investissement. Elle est, par ailleurs, fortement altérée par la persistance des tensions sociales et surtout par l'aggravation de la situation de la balance des paiements et des finances publiques, avec pour conséquence la poursuite du glissement du dinar et l'alourdissement de la dette publique, rendant incontournable l'accélération du processus de réformes telles qu'arrêtées dans le cadre du plan de développement pour rétablir les fondamentaux et créer les conditions d'une croissance durable et inclusive.

D'une manière générale la situation se résume comme suit :

### **1. Production et investissement**

- Confirmation de la reprise de la croissance.
- Maintien de l'investissement à un niveau encore faible.

### **2. Emploi et inflation**

- Création de quelques 41 000 emplois dans les activités marchandes.
- Maintien du chômage à un niveau encore élevé (15.3%)
- Accélération de la hausse des prix à la consommation.

### **3. Les échanges extérieurs**

- Accélération des exportations de biens.
- Accélération encore plus rapide des importations de biens.
- Aggravation du déficit commercial (+23%).
- Nouvelle aggravation du déficit courant de la balance des paiements.

### **4. L'équilibre monétaire et financier**

- Maintien du refinancement de la BCT à un niveau élevé.
- Persistance des pressions sur les finances publiques.
- Nouvelle augmentation de la dette publique de l'Etat.

### **5. Conclusion**

- Situation économique encore difficile.
- Impératif de l'accélération des réformes structurelles.

## I. Production et Investissement

### Confirmation de la reprise de la croissance du PIB

La croissance du PIB aurait atteint, selon la dernière enquête de l'INS, 1.9 pourcent au cours du premier semestre de l'année 2017, soit pratiquement le double du taux enregistré une année auparavant. Il est relevé, comme le montre le tableau suivant, un bon comportement de l'agriculture, du tourisme, des transports, des télécoms, des industries mécaniques et électriques et des services financiers avec des croissances supérieures à 2.5 pourcent aux prix constants

Glissement sur 12 mois(%)	1 <sup>er</sup> semestre 2015	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2017
Agriculture	+12.6	-8.0	+4.0
transports	-4.3	+0.2	+4.5
Poste et télécoms	+5.4	+5.4	+4.2
Hôtellerie et restauration	-7.2	-7.8	+8.1
Services financiers	+5.4	+3.7	+7.5
Réparation et entretien	+2.7	+3.5	+4.9
Ind. mécan.et électriques	-0.5	+2.2	+2.6

En revanche, le secteur des hydrocarbures accuse une nouvelle baisse, de l'ordre de 14 pourcent<sup>1</sup> au cours du deuxième trimestre de l'année en cours, en relation avec les problèmes sociaux qui ont entravé les programmes de développement et d'exploitation d'un certain nombre de sites de production. Il en est de même des industries des matériaux de construction en relation avec le fléchissement de l'activité du bâtiment et génie civil ainsi que des industries chimiques, du fait des problèmes rencontrés pour leur approvisionnement en phosphates.

<sup>1</sup> Après une baisse de 3 pourcent au cours du premier trimestre 2017

Glissement 12 mois (%)	1 <sup>er</sup> semestre 2015	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2017
Matériaux construction	+2.0	+1.9	-7.5
Bâtiment et génie civil	-4.2	+3.0	-2.2
Industrie chimique	-21.1	+28.7	-4.0
Hydrocarbures	-4.9	-10.7	-7.5
Services administration	+3.8	+3.2	+0.3

Concernant les perspectives du second semestre 2017, elles paraissent dans l'ensemble un peu plus favorables à la lumière des indications suivantes :

- Bonne campagne céréalière : 8.110 millions de quintaux de céréales collectées jusqu'au 8 août 2017 contre 6.8 millions de quintaux durant la même période de la dernière saison,
- Bon comportement de la saison touristique avec une augmentation des recettes en devises de 27 pourcent au cours du troisième trimestre, ce qui correspond à près de 8 pourcent pour la valeur en euros.
- Accélération du rythme des importations de produits intermédiaires avec une augmentation de 32 pourcent en dinars (soit 12 pourcent en euros) au cours du troisième trimestre contre 17 pourcent en dinars (soit 4 pourcent en euros) pour les six premiers mois.
- Relance des exportations qui augmentent de près de 27.4 pourcent en dinars et 8 pourcent environ en euros au cours du troisième trimestre contre, respectivement, 12.7 pourcent et 0 pourcent pour les six premiers mois de l'année 2017.

De la sorte et compte tenu de ces différentes indications, il est attendu un certain rattrapage au niveau de la croissance globale pour se situer entre 2.2 et 2.3 pourcent pour l'ensemble de l'année 2017, ce qui correspond à un regain prometteur de l'activité économique.

#### **Maintien de l'investissement à un niveau encore relativement faible**

La relance attendue de l'investissement tarde à concrétiser malgré certains signaux positifs relevés au cours des trois derniers mois.

Les importations de biens d'équipement enregistrent, en effet, une certaine accélération au cours du troisième trimestre (+ 23.5 pourcent contre + 5 pourcent seulement au cours des six premiers mois). L'augmentation au terme des neuf premiers mois n'est, cependant, que de 11.4 pourcent, ce qui correspond à une baisse de près de 6 pourcent pour l'évaluation en euros.

- Les investissements directs étrangers enregistrent, malgré le nouveau fléchissement de l'exploration et de l'exploitation pétrolière<sup>2</sup>, provoqué notamment par les problèmes socio-politiques, une relance significative avec un doublement des flux pour le troisième trimestre 2017 (624.2 MDT contre 311.6 MDT au cours du 3eme trimestre 2016). L'augmentation au terme des neuf premiers mois de 2017 n'est cependant que de 13.2 pourcent, inférieure au glissement du dinar par rapport à l'euro (17.8 pourcent). Il est relevé, comme le montre le tableau suivant, une baisse de l'ordre de 9.3 pourcent des investissements directs étrangers dans l'énergie, un accroissement des capitaux en faveur de l'industrie d'environ 41 pourcent en dinars et 20 pourcent en euros et une augmentation des IDE dans les services de 39.7 pourcent en dinars, soit l'équivalent de 18.5 pourcent en euros.

IDE en MDT	9 mois 2016	9 mois 2017	Augmentation
Energie	780.0	707.8	- 9.3%
Industrie	500.2	706.8	+41.3%
Services	115.6	161.6	+39.7%
Agriculture	10.7	15.8	+47.1%
Total	1 406.6	1 592.0	+13.2%

Le redressement de l'investissement pour le reste de l'année pour se rapprocher de la barre de 20 pourcent du PIB demeure, à cet égard, possible dans le cas où la tendance haussière des investissements directs étrangers se consolide à la lumière notamment de la reprise de la production pétrolière dans le sud tunisien et surtout dans le cas où il y aurait une accélération de l'investissement du secteur privé qu'autorise l'augmentation, de l'ordre de 20 pourcent, au niveau des déclarations des intentions d'investissement dans les industries manufacturières et les services

Déclarations en MDT	9 mois 2016	9 mois 2017	Augmentation
Industries manufacturières	2 374.6	2 603.2	+ 9.6%
Services	1 128.1	1 567.5	+39.0%
Total	3 502.7	4 170.7	+20.0%

<sup>2</sup> La baisse des IDE aura été de 12 pourcent au cours des 3 mois juin-août 2017 par rapport à la même période de 2016

## II. Emploi et inflation

### Création de 41 000 emplois dans les activités marchandes

La dernière enquête de l'INS fait ressortir, par rapport au deuxième trimestre 2016, une augmentation de la population occupée de quelques 41 000 au cours du deuxième trimestre 2017, répartie à hauteur de 56 pourcent au niveau du genre masculin et 44 pourcent au niveau du genre féminin.

Les créations ont été réalisées à hauteur de la moitié au niveau des services marchands, 30 pourcent au niveau de l'agro-alimentaire et 12 pourcent au niveau des industries mécaniques et électriques. En revanche, l'effectif de la fonction publique (éducation, santé et administration) se stabilise depuis le premier trimestre 2015 à 660 000 agents publics.

Population occupée en 1000	2 <sup>e</sup> trimestre 2016	2 <sup>e</sup> trimestre 2017	augmentation
Agriculture et pêche	502.4	509.9	+7.5
Industries manufacturières	630.9	632.8	+ 1.9
dont IME	(148.6)	(153.6)	(+5.0)
Industrie non manufacturée	504.0	513.2	+9.2
Services marchands	1 105.4	1 126.7	+21.3
dont tourisme	(119.0)	(128.0)	(+10.0)
Administration publique	660.1	659.9	- 0.2
Total population occupée <sup>3</sup>	3 417.6	3 458.1	40.5

### Maintien du chômage à un niveau élevé, soit au taux de 15.3 pourcent

A la lumière des créations d'emploi ci-dessus présentées, le chômage se stabilise pour le deuxième trimestre consécutif à quelques 626 000, représentant 15.3 pourcent de la population active, soit un taux en retrait de 0.3 point par rapport à la même période de l'année précédente. Près de 350 000 chômeurs, soit 56 pourcent du total, se localisent dans les régions côtières du nord et du centre et 310 000 dans les régions du Sud et de l'Ouest du pays

<sup>3</sup> Le total de la population occupée prend en compte les non-déclarés évalués à 14.800 au cours du 2eme trimestre 2016 et 15 600 au cours du 2eme trimestre 2017

Données 2 <sup>e</sup> trimestre 2017	Nombre de chômeurs en milliers	Taux de chômage
Grand Tunis	191.1	17%
Nord et Centre Est	158.6	10%
Nord et Centre Ouest	141.7	17%
Sud Est et Ouest	134.7	24.8%
Total	626.1	15.3%

Le chômage des diplômés, quoiqu'en baisse de quelques 9 000 personnes par rapport au premier trimestre 2017, demeure élevé particulièrement pour le genre féminin. Le taux de chômage des diplômés est en moyenne de 30.3 pourcent de la population active concernée, soit 18.7 pourcent pour le genre masculin et 40.3 pourcent pour le genre féminin.

#### **Accélération de la hausse des prix à la consommation**

Après une quasi-stabilisation de l'inflation entre 4.6 et 4.8 pourcent tout au long des six premiers mois de l'année 2017, une accélération de la hausse des prix à la consommation est relevée au cours du troisième trimestre. L'inflation en termes de glissement annuel a été de 5.6 pourcent en juillet, 5.7 pourcent en août et 5.5 pourcent en septembre.

L'accélération de l'inflation est imputable aux produits alimentaires et boissons (+6 pourcent), aux transports (+6.8 pourcent), à l'enseignement privé (+6.5 pourcent) et à l'hôtellerie et restauration (+ 7.4 pourcent). Ces quatre groupes qui représentent près de 47 pourcent du budget moyen de la famille tunisienne enregistrent un glissement annuel des prix au terme du mois de septembre 2017 de 6.4 pourcent environ.

Glissement sur 12 mois	pondération	Septembre 2016/2015	Septembre 2017/2016
Alimentation	28.1	3.4	6.0
Habillement, chaussures	8.4	9.2	4.9
Habitat	17.0	5.8	4.1
Transports	12.1	2.5	6.8
Autres	34.4	3.4	4.9
Indice général des prix	100.0	4.2	5.5

L'analyse de l'évolution des prix par régime révèle que les produits non administrés, soumis aux lois du marché de l'offre et de la demande, ont augmenté sur douze mois de 5.9

pourcent contre 3.9 pourcent pour les prix administrés grâce à l'intervention de la caisse générale de compensation. Les crédits ordonnancés pour compenser notamment les prix des dérivés de céréales, du sucre et de l'huile végétale ont atteint 712 MDT à fin août 2017.

A titre d'éclairage, le glissement annuel des prix dans la zone euro qui absorbe plus de 70 pourcent des exportations tunisiennes est de 1.5 pourcent en septembre 2017. Le différentiel d'inflation cumulé tout au long des dernières années est le résultat de la détérioration de la compétitivité de l'économie tunisienne, ce qui a eu pour conséquence le glissement continu du dinar par rapport à la devise européenne.

### III. Les échanges extérieurs

#### Accélération des exportations de biens

Le troisième trimestre 2017 a enregistré une relance des exportations avec une augmentation par rapport à la même période de l'année précédente de 27.4 pourcent en dinars et 8 pourcent en euros. Cette accélération demeure, cependant, insuffisante pour faire retrouver à l'exportation un rôle moteur significatif au niveau de la croissance du PIB. Le niveau atteint au terme des neuf premiers mois n'augmente que de 17.4 pourcent et ne couvre que 68.2 pourcent des importations.

Ceci dit, Il est relevé, comme le montre le tableau ci-dessous, un bon comportement des industries électriques avec une augmentation de 21.5 pourcent et une reprise des exportations des textiles, habillement et cuir (+ 23.1 pourcent). En revanche, les exportations du secteur des phosphates et dérivés accusent, une chute, quoique ramenée à 11.2 pourcent pour les 9 premiers mois ( contre – 19.9 pourcent à fin juin 2017) sous l'effet combiné de la baisse du cours des engrais sur les marchés extérieurs et des problèmes qui ont entravé la transformation des phosphates dans les différentes usines tunisiennes.

Augmentation en %	1 <sup>e</sup> semestre 2017	3 <sup>e</sup> trimestre 2017	9 premiers mois
Agro-alimentaire	+11.3	+17.9	+13.1
Habillements, chaussures	10.6	+23.0	+14.4
Ind.méca. électriques	+16.1	+21.4	+17.9
Phosphates et dérivés	-19.9	+5.4	-11.2
Total	+12.7	+27.4	+17.4

### Accélération, encore plus rapide, des importations de biens

Les importations de biens continuent à s'inscrire sur une tendance haussière. L'augmentation aura été durant le troisième trimestre de l'année en cours de près de 25 pourcent en dinars et aux alentours de 6.5 pourcent en euros, portant l'augmentation pour les neuf premiers mois de 2017 à un taux nominal de 19.2 pourcent, dépassant de deux points environ l'accroissement des exportations au cours de la même période.

L'augmentation d'une période à l'autre est imputable à hauteur de 77 pourcent aux importations du secteur productif (matières premières et demi-produits, biens d'équipement et énergie) et 33 pourcent seulement au niveau des importations de biens de consommation alimentaire et non alimentaire.

Importation en MDT	9mois 2016	9 mois 2017	Augmentation
Intrants	12 251	14 861	2 610 (45%)
Biens équipement	8 516	9 337	821 (14%)
Energie	3 236	4 283	1 047 (18%)
Sous-total	24 003	28 481	4 478 (77%)
Biens de consommation <sup>4</sup>	6 280	7 608	1.328 (33%)
Total	30 283	36 089	5 806 (100%)

Le glissement du dinar ne parait pas avoir ralenti, jusqu'ici, la progression des importations. Certains opérateurs, anticipant la poursuite du glissement de la monnaie nationale, auraient même accéléré leurs importations. C'est précisément le cas des exportateurs qui ont accru leurs importations dans le cadre du régime offshore à un taux de 17.4 pourcent au cours des neufs premiers mois, supérieur à celui de leurs exportations ( 16.9 pourcent) contrairement à la tendance des dernières années.

### Aggravation du déficit commercial de 23 pourcent

Le déficit commercial se creuse d'un trimestre à l'autre. Il était de 2.5 milliards au terme du premier trimestre ; il a atteint 6,1 milliards au terme du deuxième trimestre et il se trouve porté à 9.3 milliards de dinars en septembre 2017. La détérioration des termes de l'échange,

<sup>4</sup> Biens de consommation alimentaire et non alimentaire

qui a été de près de 4 points<sup>5</sup>, a aggravé le déficit commercial de près d'un milliard de dinars.

Ceci dit, le déficit commercial se localise, sur le plan de la répartition par groupements de produits, à hauteur de près de 40 pourcent au niveau des matières premières et demi-produits ; 20 pourcent au niveau des biens d'équipement et 23 pourcent au niveau de l'énergie. Il se localise, par ailleurs, sur le plan de la répartition par pays, à hauteur de 60 pourcent au niveau de quatre pays, en l'occurrence la Chine (déficit de 3.3 milliards de DT), l'Italie (déficit 1.5 milliard de DT), la Turquie (déficit 1.3 milliard de DT) et la Russie (0.9 milliard de DT).

Le taux de couverture des importations par les exportations enregistre, de son côté, un recul d'un point par rapport à 2016 pour se situer en septembre 2017 à 68.2 pourcent. Il varie entre 94 pourcent pour les échanges avec l'Union Européenne et 1.6 pourcent seulement pour les échanges avec la Chine.

Commerce extérieur	Déficit commercial en MDT	Taux couverture des échanges
Union Européenne	1 133	94%
Dont Italie	(1 513)	(73%)
Chine	3 250	1.6%
Turquie	1 303	18%
Russie	924	4.6%
Autres	4 880	54.9%
Total	11 490	68.2%

### **Nouvelle aggravation du déficit courant de la balance des paiements**

L'aggravation du déficit de la balance commerciale est compensée partiellement par l'amélioration des recettes touristiques et des transferts des revenus des Tunisiens à l'étranger. L'excédent de la balance des services et des revenus facteurs est évalué, en effet, par la Banque Centrale de Tunisie à quelques 1 800 MDT pour les huit premiers mois de l'année 2017 ; il en résulte, comparativement aux huit mois de 2016, une augmentation du

<sup>5</sup> Augmentation des prix à l'exportation de 11.9 pourcent inférieure de 4 points celle des importations ( 15.9 pourcent ) selon l'INS.

déficit de l'ensemble des opérations courantes de la balance des paiements de quelques 1.2 milliard et 0.8 point du PIB.

Balance 8 mois en MDT	2016	2017	Augmentation
Solde courant balance paiements	-5 218	- 6 423	-1 205
Taux par rapport au PIB	5.8%	6.6%	+ 0.8 point

Les données relatives au reste de l'année autorisent, a priori, un léger desserrement des pressions en relation avec les perspectives de l'arrière-saison touristique et le ralentissement de l'importation de céréales à la lumière de l'amélioration de la campagne céréalière.

La poursuite du glissement du dinar pourrait, cependant, se répercuter négativement sur le rythme des transferts de revenus et de celui du rapatriement des revenus d'exportation et entraîner des pressions sur le niveau des réserves de change du fait de l'attente qu'il pourrait susciter. Le taux de change du dinar a déjà accusé à fin septembre 2017 un glissement annuel de 17.8 pourcent par rapport à l'euro et de 12.3 pourcent par rapport au dollar.

#### IV. L'équilibre monétaire et financier

##### Maintien du refinancement de la BCT à un niveau élevé

Le secteur monétaire et financier continue à être soumis à de fortes pressions pour le troisième trimestre consécutif.

Il est relevé, en premier lieu, la poursuite de l'augmentation de la masse des billets et monnaies en circulation permettant de consolider le nouveau palier atteint au cours du trimestre dernier avec un niveau de près de 11.4 milliards de dinars contre 9 milliards de dinars à fin décembre 2016, ce qui a pour effet une décélération de l'évolution des dépôts bancaires. Ces derniers n'ont progressé en mai 2017, qu'à un rythme annuel de 1 pourcent.

Il est relevé, en second lieu, la poursuite de l'augmentation des bons du trésor en relation avec les problèmes de financement du budget de l'Etat. Les souscriptions par les banques des obligations émises par l'Etat enregistrent en septembre 2017 un glissement annuel de 21 pourcent, bien supérieur à la croissance du PIB aux prix courants.

Indicateurs monétaires en MDT	Septembre 2016	Septembre 2017	Augmentation
Billets et monnaies en circulation	10 134	11 360	+ 1 226
Encours bons du trésor	11 098	12 093	+ 995

Comme conséquence de ces évolutions, le volume global de refinancement de la BCT s'en est trouvé sensiblement accru, atteignant près de 9.4 milliards de DT à fin septembre 2017,

ce qui correspond à une augmentation sur douze mois de 2.4 milliards de DT ou 33 pourcent.

### Persistance des pressions des finances publiques

Les données publiées par le ministère des finances au titre des huit premiers mois de l'année 2017 révèlent un bon comportement des recettes fiscales. Celles-ci progressent de 15.3 pourcent à fin août 2017 contre - 0.8 pourcent pour la même période de l'année précédente.

Les mesures nouvelles, introduites dans le cadre de la loi des finances, conjuguées au renforcement de l'effort de recouvrement, se traduisent par une augmentation significative des recettes au titre de l'impôt direct sur les personnes physiques non salariées (+ 22 pourcent) et sur les entreprises (+61 pourcent). En revanche la révision de la grille d'imposition dans le sens de l'allègement de la pression fiscale sur les bas revenus a entraîné une quasi-stabilisation des recettes au titre des impôts directs payés par les salariés, brisant la tendance haussière, parallèle avec l'évolution des salaires, des dernières années.

Impôts directs en MDT	8 mois 2016	8 mois 2017	Augmentation
Impôts payés par les salariés	2 746	2 739	-7
Impôts payés par les non salariés	1 180	1 436	+256
Impôts payés par les entreprises	1 096	1 764	+668
Total	5 022	5 939	+917

La progression rapide des importations et la reprise de la croissance se répercutent, de leur côté, positivement sur le rythme de recouvrement notamment au niveau des recettes de la TVA (+18.7 pourcent) et des droits de consommation ( + 14.2 pourcent), ce qui permet d'augmenter l'ensemble des impôts indirects de quelques 950 MDT sur douze mois, soit un rythme compatible avec les prévisions de la loi des finances.

Impôts indirects en MDT	8 mois 2016	8 mois 2017	Augmentation
TVA	3 252	3 862	+ 610
Droits de consommation	1 390	1587	+ 197
Autres	2 520	2 664	+ 144
Total des impôts indirects	7 162	8 113	+ 951

Cette embellie des recettes fiscales n'est pas, cependant, suffisante pour couvrir l'augmentation des dépenses, du fait notamment des engagements pris au niveau des salaires de la fonction publique et la forte réévaluation des subventions au titre de l'énergie en relation avec l'effet conjugué de l'augmentation du cours du pétrole sur les marchés extérieurs ( moyenne de 52 \$ le baril du Brent au cours des 9 mois de 2017 contre 41 \$ au cours de la période correspondante de 2016) et la hausse de la valeur du dollar (+12

pourcent sur 12 mois).

Le déficit budgétaire, non compris les revenus de privatisation, de confiscation et de dons, accuse une nouvelle détérioration. Il passe de 3.1 milliards de dinars à fin septembre 2016 à 3.8 milliards de dinars à fin septembre 2017, entraînant un recours accru aux ressources nettes d'emprunts intérieurs et extérieurs (+ 1.2 milliard de dinars).

Le déficit budgétaire de l'année 2017 serait, en conséquence, révisé à la hausse. Les dernières évaluations le situent aux alentours de 6 pourcent du PIB, en augmentation de 0.6 point par rapport aux prévisions de la loi des finances.

### **Nouvelle augmentation de la dette publique de L'Etat**

La tendance haussière de la dette publique se maintient. L'encours était de 54 milliards de dinars en septembre 2016 ; il a atteint plus de 64 milliards de dinars en septembre 2017, dépassant déjà de près de 2 milliards de dinars les prévisions de la loi des finances pour décembre 2017. L'augmentation se localise au niveau de la dette extérieure, sous l'effet conjugué du recours accru aux emprunts extérieurs et du glissement du dinar.

En MDT	Août 2016	Août 2017	Augmentation
Dette intérieure	18 568	18 544	-24
Dette extérieure	35 548	45 900	10 352
Total	54 116	64 444	10 328

## **V. Conclusion**

Au total, la situation économique demeure toujours difficile, plombée par de fortes altérations des équilibres financiers, et un maintien du chômage à un niveau élevé, même s'il y a un début d'éclaircie au niveau de la production et des exportations et quelques prémices encore timides sur une possible relance de l'investissement à la lumière de la progression significative des déclarations sur les intentions d'investissement dans l'industrie et les services.

Pour réinsérer l'économie dans un cercle vertueux de croissance et d'emploi sur des bases saines, il s'avère absolument nécessaire de relancer fortement les investissements directs de production, à la lumière duquel, il serait possible de réduire les pressions du marché du travail, d'amplifier les rééquilibrages incontournables au niveau des composantes de la demande et de retrouver, par voie de conséquence, des équilibres financiers tolérables au moindre coût social.

La démarche requise pour améliorer le climat d'investissement est, certes amorcée. Il s'agit d'en accélérer la mise en œuvre, dans le cadre d'un plan cohérent, bénéficiant de l'adhésion de toutes les parties prenantes de l'entreprise, comportant la poursuite du réajustement en profondeur du cadre légal, réglementaire et institutionnel régissant l'économie,

concomitamment à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la formation et la résorption des retards dans le lancement des grands projets d'infrastructure de base notamment en matière de transports.

Les derniers rapports sur le climat des affaires et sur la compétitivité économique dans le Monde, élaborés respectivement par le groupe de la Banque Mondiale et le Forum Economique Mondial de Davos donnent suffisamment d'indications et de repères pour élaborer et engager un programme d'actions susceptible d'améliorer le classement international de la Tunisie en matière de la qualité de l'environnement de production et d'investissement ; ce qui serait susceptible d'amplifier les flux d'investissements directs tunisiens et étrangers et de contribuer à accélérer le processus de développement sur des bases viables et durables.

**Forum IBN KHALDOUN le 20 octobre 2017**

**Mots clés :**

**Conjoncture Tunisie septembre 2017 ; reprise de la croissance Tunisie ; balance des paiements Tunisie ; finances publiques Tunisie ; dette publique tunisienne ; glissement du dinar tunisien.**